

REVUE DE PRESSE



Comité de Notre Europe

12 et 13 novembre 2010

Collège des Bernardins - Paris



CONTACT PRESSE :

Stéphanie Baz, Chargée de communication, sbaz@notre-europe.eu

Le Comité de Notre Europe :

Samedi 13 novembre 2010 a eu lieu au Collège des Bernardins à Paris, le **Comité de *Notre Europe***. Cette réunion, **présidée par Jacques Delors**, Ancien Président de la Commission européenne et Président fondateur du think tank *Notre Europe*, s'est déroulée en présence de **Tommaso Padoa-Schioppa**, Président actuel et de plus de quarante participants.

Le Comité de *Notre Europe*, anciennement appelé Comité Européen d'Orientation, CEO, se réunit annuellement autour de différentes personnalités européennes de haut niveau dans le but d'émettre des pistes de réflexion pour l'avenir de la construction de l'Union. Cette année, les débats ont porté sur :

- **Les défis et les promesses de l'Union économique et monétaire**
- **Le destin européen de l'Allemagne : vraie ou fausse controverse ?**
- **Les nouvelles institutions: Le Traité de Lisbonne à l'épreuve des faits**

La Déclaration :

A l'issue des débats du 13 novembre 2010, une déclaration intitulée **UNE NOUVELLE RESSOURCE POUR LE BUDGET EUROPEEN** a été amendée après délibération par l'ensemble des membres du Comité.



Les signataires :

Au total, les 44 membres du Comité de Notre Europe présents ce samedi 13 novembre ont acceptés de cosigner cette déclaration. Parmi eux : Ministres, députés européens, Présidents, journalistes...

Les publications :

La déclaration intitulée proposant une nouvelle ressource pour le budget européen, issue du Comité de Notre Europe, a été reprise dans plusieurs quotidiens nationaux européens : Le Figaro (France), The Financial Times (Royaume-Uni), le Handesblatt (Allemagne), La Repubblica (Italie), Le Temps (Suisse), Le Soir (Belgique), La Vanguardia (Espagne).

SOMMAIRE

Le programme de la journée	p.4
Les présents le 13 novembre 2010	p.5
La Déclaration	p.6
La liste des signataires	p.7
Le Communiqué de Presse	p.9
Les publications dans la presse européenne :	
- <i>La Repubblica</i> , le 14 novembre 2010	p.11
- <i>Le Temps</i> , le 15 novembre 2010	p.12
- <i>Le Handesblatt</i> , le 15 novembre 2010	p. 15
- <i>Le Figaro</i> , le 16 novembre 2010	p. 16
- <i>The Financial Times</i> , le 19 novembre 2010	p.17
- <i>Agence Europe</i> , le 22 novembre 2010	p. 22
- <i>Le Soir</i> , le 23 novembre 2010	p.24

Réunions du Comité européen d'orientation de *Notre Europe*

12 et 13 novembre 2010 - Programme

Vendredi 12 novembre – dîner d'ouverture

Lieu : Automobile Club de France, 6-8 Place de la Concorde, 75008 Paris.

19h00 – 20h00 : cocktail d'accueil

20h00 – 22h30 : dîner, avec échanges sur le thème « Le Marché Intérieur, pierre d'angle de la construction européenne ».

Intervention de Monsieur Mario Monti, ancien Commissaire européen et auteur du Rapport « Une nouvelle Stratégie pour le marché unique au service de l'économie et de la société européennes ».

Samedi 13 novembre – réunion du Comité Européen d'Orientation

Lieu : Collège des Bernardins, 20 rue de Poissy, 75005 Paris.

Présidence : Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe

9h30 – 10h00 : accueil – café et viennoiseries

10h00 – 10h30 : présentation des activités de **Notre Europe**, en particulier suivi des projets communauté de l'énergie et rapport US-UE.

10h30 – 12h30 : ***L'euro en danger ? : Les défis et les promesses de l'Union économique et monétaire.***

Introduction par M. Tommaso Padoa-Schioppa, Président de Notre Europe.

12h30 – 14h00 : déjeuner

14h00 – 15h30 : ***Le destin européen de l'Allemagne : vraie ou fausse controverse ?***

Table ronde animée par Daniel Vernet, journaliste, avec les participants allemands au CEO (Joachim Bitterlich, Klaus Hänsch et Daniela Schwarzer).

15h30 – 16h30 : ***Nouvelles institutions, nouveau leadership ? : Le Traité de Lisbonne à l'épreuve des faits.***

Introduction par M. Philippe de Schoutheete, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE.

16h30 – 17h00 : ***Conclusions générales et adoption de la Déclaration du CEO***

Comité européen *Notre Europe*

13 novembre 2010

Liste des participants

Enrique Barón-Crespo
Pervenche Berès
Joachim Bitterlich
Jean-Louis Bourlanges
Josep Borrel Fontelles
Laurent Cohen-Tanugi
Etienne Davignon
Jacques Delors
Jean Baptiste de Foucauld
Ana de Palacio
Renaud Dehousse
Philippe de Schoutheete
Isabelle Durant
Piero Fassino
Jean François-Poncet
Emilio Gabaglio
Nicole Gnesotto
Sylvie Goulard
Elisabeth Guigou
Klaus Hänsch
Philippe Lagayette
Eneko Landaburu
Allan Larsson
Pierre Lepetit
Paavo Lipponen
Vitor Martins
Mario Monti
Tommaso Padoa-Schioppa
Riccardo Perissich
Alojz Peterle
Julian Priestley
Antonio Puri Purini
Gaëtane Ricard-Nihoul
Maria João Rodrigues
Daniela Schwarzer
Pawel Swieboda
Pedro Solbes
Antoinette Spaak
Barbara Spinelli
Christian Stoffaës
Christine Verger
Guy Verhofstadt
Daniel Vernet
Jérôme Vignon

UNE NOUVELLE RESSOURCE POUR LE BUDGET EUROPEEN

Les Etats Membres s'apprêtent à renégocier l'ensemble des moyens alloués aux politiques communautaires pour une prochaine période de sept longues années. La grande majorité d'entre eux semble considérer, à l'heure où tous les budgets nationaux sont revus à la baisse, qu'il est normal que le budget de l'Union européenne connaisse le même sort. Cette approche est pourtant erronée. Elle est fondée sur de mauvaises prémisses et va à rebours de l'intérêt européen.

Les prémisses sont erronées parce qu'il est impossible et donc démagogique de faire la moindre comparaison entre un budget national et le budget européen. Rappelons que le budget de l'Union représente seulement autour de 1% du Produit Intérieur Brut contre 25% aux Etats-Unis.

Cette position va également à rebours de l'intérêt européen car elle condamne l'Union à la dépression économique, au mieux à la stagnation. Au moment où les gouvernements nationaux sont contraints à la voie de l'austérité, le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance. Il le doit d'autant plus que l'Union obtient de nouvelles compétences du Traité de Lisbonne et affiche des objectifs extrêmement ambitieux à l'horizon 2020 pour promouvoir une croissance qu'elle souhaite intelligente, durable et inclusive. Avec les moyens actuels, elle n'y parviendra pas. Sa dynamique et son assise démocratique seraient une nouvelle fois ébranlées par une inadéquation totale entre les objectifs annoncés et les moyens pourvus.

La dépense européenne ne s'ajoute pas arithmétiquement aux dépenses nationales. Dans plusieurs domaines (solidarité, défense, recherche et innovation, infrastructures européennes d'énergie ou de transports, etc.), elle permet de les rationaliser, par des économies d'échelle et par une action plus efficace avec moins de moyens. Peut-on compter sur les ressources actuelles de l'Union pour parvenir à une augmentation du budget communautaire ? Certainement pas puisque la majorité du budget européen est financé par des contributions nationales provenant d'Etats Membres contraints à réaliser des coupes budgétaires.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de l'Union sans passer par le niveau national. C'est d'ailleurs ce type de ressource que prévoyaient les Traités fondateurs pour le financement des actions de l'Union.

Les gouvernements auraient tort d'y voir et d'agiter dans l'opinion publique l'épouvantail d'un impôt européen. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire leurs contributions. Elle pourrait permettre à l'Union de progresser dans la lutte contre le changement climatique, par le biais d'une taxe carbone, ou les dérives financières, par une taxe sur les transactions financières.

Les citoyens ne comprendraient pas que le monde de l'après-crise ressemble en tout point à celui d'avant, avec juste encore moins de croissance et plus de chômage. Un budget européen de soutien fondé sur une nouvelle ressource propre et lié à un projet ambitieux est un acte qui relève de la nécessité économique et sociale comme de l'urgence politique.

Réunion du CEO du 13 novembre 2010
Samedi 13 novembre Collège des Bernardins

Enrique Barón-Crespo, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des Socialistes européens

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Joachim Bitterlich, Executive Vice Président International, Veolia Environnement Paris, Vice -Président de Notre Europe

Josep Borrel Fontelles, Président de l'Institut universitaire européen de Florence, ancien Président du Parlement européen

Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen

Laurent Cohen-Tanugi, avocat

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Jean Baptiste de Foucauld, Inspecteur des finances

Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe, ancien Président de la Commission européenne

Ana de Palacio, ancienne Ministre des affaires étrangères d'Espagne

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Philippe de Schoutheete, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE

Isabelle Durant, Vice-présidente du Parlement européen

Piero Fassino, Député, Ancien Ministre italien

Jean François-Poncet, ancien Ministre des affaires étrangères de la France

Emilio Gabaglio, ancien Secrétaire général de la Confédération européennes des syndicats

Nicole Gnesotto, Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, Vice-présidente de Notre Europe

Sylvie Goulard, députée européenne

Elisabeth Guigou, députée, ancienne Ministre

Klaus Hänsch, ancien Président du Parlement européen

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de la Commission européenne au Royaume du Maroc

Allan Larsson, ancien Ministre des finances de la Suède

Pierre Lepetit, Inspecteur des Finances, Vice-Président de Notre Europe

Paavo Lipponen, ancien Premier ministre finlandais

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre des affaires étrangères du Portugal

Mario Monti, ancien Commissaire européen, Président de l'université Bocconi, Milan

Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Ministre des finances de l'Italie, Président de Notre Europe

Riccardo Perissich, ancien Directeur général responsable du marché intérieur à la Commission européenne

Alojz Peterle, député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

Julian Priestley, ancien Secrétaire général du Parlement européen

Antonio Puri Purini, Conseiller du Président italien, ancien ambassadeur de l'Italie en Allemagne

Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire générale de Notre Europe

Maria João Rodrigues, ancienne Ministre du Portugal, conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne

Daniela Schwarzer, Chef de la division Recherche pour l'intégration européenne au « International and Security Affairs, Stiftung Wissenschaft und Politik »

Pedro Solbes : Ancien ministre de l'Economie et des Finances de l'Espagne et commissaire européen aux Affaires monétaires. Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE).

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne

Barbara Spinelli Journaliste

Christian Stoffaës, Président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Pawel Swieboda, President de Demos Europa, Centre for European Strategy

Christine Verger, Directrice au Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Guy Verhofstadt, Président du groupe ADLE au Parlement européen, ancien premier ministre belge

Daniel Vernet, journaliste

Jérôme Vignon, Président des Semaines sociales de France

COMMUNIQUE DE PRESSE

Jacques Delors préside la réunion annuelle du Comité de Notre Europe*

Samedi 13 novembre 2010 a eu lieu au Collège des Bernardins à Paris, le **Comité de Notre Europe**. Cette réunion, **présidée par Jacques Delors**, Ancien Président de la Commission européenne et Président fondateur du think tank *Notre Europe*, s'est déroulée en présence de **Tommaso Padoa-Schioppa**, Président actuel et de plus de quarante participants.

Le Comité de *Notre Europe* se réunit annuellement autour de différentes personnalités européennes de haut niveau** dans le but d'émettre des pistes de réflexion pour l'avenir de la construction de l'Union. Cette année, les débats ont porté sur :

- **Les défis et les promesses de l'Union économique et monétaire**
- **Le destin européen de l'Allemagne : vraie ou fausse controverse ?**
- **Les nouvelles institutions: Le Traité de Lisbonne à l'épreuve des faits**



A l'issue des débats, samedi 13 novembre à 17h, **une déclaration commune intitulée « UNE NOUVELLE RESSOURCE POUR LE BUDGET EUROPEEN »** a été signée par tous les membres participants. Cette dernière témoigne de l'opinion de ce Comité au regard de l'actualité européenne.

Pour plus d'informations merci de vous diriger vers le site de Notre Europe :

www.notre-europe.eu

***Notre Europe** est un think tank européen établi en France, fondé par Jacques Delors et dont l'objectif est de « penser l'unité européenne ».

****Liste complète des participants au CEO de Notre Europe 2010 :**

Enrique Barón-Crespo; Pervenche Berès ; Joachim Bitterlich; Jean-Louis Bourlanges; Josep Borrel Fontelles ; Laurent Cohen-Tanugi ; Etienne Davignon ; Jacques Delors ; Jean Baptiste de Foucauld ; Ana de Palacio ; Renaud Dehousse ; Philippe de Schoutheete ; Isabelle Durant ; Piero Fassino ; Jean François-Poncet; Emilio Gabaglio ; Nicole Gnesotto ; Sylvie Goulard ; Elisabeth Guigou ; Klaus Hänsch ; Philippe Lagayette ; Eneko Landaburu ; Allan Larsson ; Pierre Lepetit ; Paavo Lipponen ; Vitor Martins ; Mario Monti ; Tommaso Padoa-Schioppa; Riccardo Perissich; Alojz Peterle; Julian Priestley; Romano Prodi; Antonio Puri Purini; Gaëtane Ricard-Nihoul; Maria João Rodrigues; Daniela Schwarzer ; Pawel Swieboda ; Antoinette Spaak; Barbara Spinelli ; Pedro Solbes ; Christian Stoffaës ; Christine Verger ; Guy Verhofstadt ; Daniel Vernet ; Jérôme Vignon

CONTACT PRESSE : Stéphanie Baz: sbaz@notre-europe.eu

L'ULTIMA MINACCIA DI MACKIE MESSER

EUGENIO SCALFARI

(segue dalla prima pagina)

Descrive impietosamente gli errori che hanno costellato il governo Berlusconi e la decomposizione del suo potere, delle sue alleanze, della sua concezione del bene pubblico. La diagnosi è perfetta e condivisibile.

Manca solo una cosa: l'autore non spiega perché se ne accorge soltanto oggi e perché nei precedenti sedici anni abbia fatto di tutto il suo possibile in ampia e pessima compagnia con altri turiferari, per manipolare la pubblica opinione in favore di Mackie Messer. Forse un atto di contrizione sarebbe stato opportuno, ma sarebbe chieder troppo all'umana natura.

Questi ingenui che si credono furbi sono una delle nostre debolezze nazionali. L'altra debolezza sta nel fatto che i furbi si credono anche intelligenti e non lo sono affatto.

Adesso gli ingenui si stanno svegliando da una lunga narco-si. E sapete qual è la goccia che ha fatto traboccare il vaso? È stata l'inaudita bugia detta al telefono la sera del 27 maggio scorso da Berlusconi al capogabinetto della Questura di Milano, quando asserì che la minore Ruby era la nipote di Mubarak. Tutto il resto era stato assolto dal masochismo italico che la moralità se la mette sotto i piedi senza esitare, ma la bugia su Mubarak (certificata perfino dal ministro dell'Interno, Maroni, senza neppure un brivido di stupefazione) quella no, quella è diventata argomento da bar dello sport, quella era impossibile da digerire anche da stomaci capaci di mandar giù perfino le pietre.

Quella era il segno che il capo del governo italiano era sotto ricatto al punto di temere che se la ragazza Ruby avesse dovuto passare una notte in Questura, avrebbe parlato. Per evitare quel pericolo anche il nome del presidente egiziano poteva servire ed infatti è servito.

Dopo l'antefatto e il post-fatto veniamo all'attualità. La prima constatazione è che la maggioranza non c'è più. Alla Ca-

mera in modo certo e documentato ormai da sei votazioni: tre nella Commissione parlamentare di bilancio ed altre tre su questioni riguardanti l'immigrazione. Al Senato la vecchia maggioranza c'è ancora per una manciata di voti, ma sta per venir meno, molti senatori stanno preparando i bagagli per cambiare gruppo. Comunque è sufficiente che la maggioranza non sia più tale in una delle due Camere, per provocare la crisi di governo.

A questo punto i problemi sono tre: quando, come, e che cosa accadrà dopo.

Il quadro sembrava chiaro fino all'altro ieri: dopo l'approvazione della legge di Stabilità finanziaria che tutte le opposizioni vecchie e nuove avevano accettato di votare (ancorché si trattava di una legge molto mediocre) per senso di responsabilità e accogliendo un pressante invito del Capo dello Stato.

Questo sembrava l'accordo fino a due giorni fa, ma a quel punto Berlusconi ha capovolto la strategia dell'attendismo accendendo una miccia esplosiva: la richiesta al Senato di un voto di fiducia. La tregua sul quando è stata in tal modo rotta poiché l'opposizione, avendo avuto notizia di quest'iniziativa del governo, ha presentato a sua volta una mozione di sfiducia alla Camera. Si è così aperta la cosiddetta guerra delle mozioni che avvicina inevitabilmente il momento della crisi parlamentare. Il premier cerca di vincere la prima battaglia con l'ennesima forzatura delle regole, pretendendo di far votare la mozione di Palazzo Madama, dove è più sicuro di avere la maggioranza. Nel frattempo si è riaperto il «calcio mercato» sia in Senato sia alla Camera. Spettacolo vergognoso quant'altri mai.

Esaminare quanto accadrà dopo il voto di sfiducia alla Camera è complicato. Ci saranno infatti a quel punto svariati protagonisti: anzitutto il presidente della Repubblica e i presidenti delle Camere. I gruppi parlamentari. Ma anche le parti sociali e soprattutto la situazione economica nazionale e internazionale.

Le variabili sono molte e possono essere combinate tra loro in vario modo.

La prima variabile, quella decisiva, riguarda la possibilità di formare un nuovo governo oppure la scelta di metter fine alla legislatura e andare a nuove elezioni. Sarebbe in tal caso il secondo scioglimento anticipato delle Camere dopo due anni e mezzo dal primo. È chiaro che, prima di arrivare a tanto, Napolitano vorrà verificare se questo fatto per più aspetti traumatico possa essere evitato. Direi che questa verifica rientra nei suoi diritti e nei suoi doveri. L'incredibile minaccia di «guerra civile» lanciata da Berlusconi è preoccupante come sintomo della sua tenuta mentale ma non come pericolo reale.

Il vero tema è dunque di capire, nell'interesse del Paese, sia meglio andare a votare subito oppure – se i numeri ci saranno in entrambe le Camere – procedere alla formazione d'un governo alternativo a quello attuale, che modifichi l'obbrobrata legge elettorale vigente e gestisca al meglio l'economia, ancora ben lontana dall'esser uscita dalla crisi.

I pareri sono divergenti su questo punto, influenzati dalle previsioni elettorali. Se si vota con la legge vigente la coalizione Berlusconi-Bossi potrebbe di nuovo vincere alla Camera ma forse esser battuta al Senato. Si aprirebbe una fase di instabilità accentuata dalla quale il solo modo di uscire sarebbe una «grossa coalizione» dal Pdl e Lega fino al Pd passando per il terzo polo centrista. Questo tipo di soluzione sembra manifestamente impossibile. Produrrebbe un caos politico e sociale specialmente in tutta l'area del centrosinistra.

L'alternativa a questo caos nient'affatto calmo consiste in un governo interinale che faccia proseguire la legislatura fino alla sua naturale scadenza nel 2013, fondato sull'accordo del terzo polo Fini-Casini con il centrosinistra.

Si tratta di un ribaltone? E come tale improponibile?

La parola «ribaltone», intesa come cambio di maggioranza

che avvenga nel corso di una legislatura, non è prevista nella Costituzione. Al contrario c'è un articolo estremamente chiaro che così recita: «I membri del Parlamento rappresentano la nazione senza vincolo di mandato». Quest'articolo tutela la libertà d'opinione dei singoli parlamentari al di là dei vincoli di partito. I delegati del popolo rispondono alla loro coscienza e responsabilità politica e saranno giudicati dai loro elettori quando il popolo sarà nuovamente chiamato a votare.

I parlamentari di «Futuro e Libertà» hanno già dimostrato l'operatività di quell'articolo della Costituzione quando hanno deciso di costituire gruppi parlamentari propri abbandonando quello del Pdl. Ancor più lo dimostreranno domani uscendo dal governo. Berlusconi e il gruppo dirigente del Pdl non hanno più la loro fiducia e i motivi di questa sfiducia sono stati da loro ampiamente illustrati.

La scelta tra scioglimento delle Camere o formazione di un governo che prosegua la legislatura spetta soltanto al Capo dello Stato che valuterà quale sia la soluzione migliore per il Paese, sempre che i numeri gli consentano di «vedere» l'esistenza di una nuova maggioranza.

Bisogna essere molto chiari su questo punto: l'esistenza numerica di una nuova maggioranza è una condizione necessaria ma non necessariamente sufficiente. Il Capo dello Stato potrebbe anche decidere che lo scioglimento delle Camere sia più utile al bene pubblico.

A me non pare che questa utilità vi sia, e non pare al maggior partito d'opposizione, non pare al terzo polo centrista che è ormai una nuova presenza parlamentare, non pare neppure alle forze sociali, sindacati e Confindustria, che reclamano da tempo un governo che governi e constata che il governo attuale non è più in grado di fare alcunché, ammesso che in passato abbia fatto.

Ma, lo ripeto, queste valutazioni (la mia personale ovvia-

mente non pesa neppure un grammo) passeranno al filtro del Quirinale la cui decisione è in ogni caso inappellabile e proprio questa inappellabilità costituisce garanzia costituzionale a tutti gli effetti.

Un'osservazione però voglio aggiungerla sul cosiddetto governo del fare. Non mi stupisce affatto che gli accoliti di Berlusconi proclamino che l'attuale compagine ministeriale abbia fatto il massimo che poteva fino a quando la scissione finiana ne ha paralizzato l'attività.

È ovvio che sostengano queste tesi. Meno ovvio è che la stessa tesi sia sostenuta da persone equilibrate e apparentemente imparziali; questo sì, mi stupisce e mi fa riflettere fino a che punto la propaganda di parte abbia stravolto il pensiero di chi dovrebbe ragionare sui dati di fatto.

Un paio di settimane fa l'ex ambasciatore Sergio Romano, editorialista del *Corriere della Sera* scrisse un fondo sul suo giornale nel quale lamentava che gli insopportabili comportamenti privati del premier avessero offuscato quanto di buono, anzi di molto buono, il governo aveva fatto per il Paese.

Romano indicava quali siano stati i successi del governo: un forte impulso alla costruzione di infrastrutture, una legislazione sociale virtuosa di protezione del lavoro e di stimolo alle imprese, una politica economica di successo che ha arginato gli effetti negativi della crisi internazionale; infine la positiva soluzione di problemi apparentemente insanabili come i rifiuti di Napoli e il terremoto d'Abruzzo.

Mi sono stropicciato gli occhi nel leggere quelle frasi; forse, mi sono detto, l'ambasciatore Romano scambia i sogni (la propaganda) per realtà.

La verità è questa. Il terremoto d'Abruzzo e i rifiuti di Napoli sono due miracoli annunciati ma mai verificatisi e la realtà è sotto gli occhi di tutti senza bisogno di ricordarla.

La legislazione sul lavoro e gli stimoli alle imprese non cisono stati, c'è stato un accordo contrattuale separato che ha tenu-

to fuori il maggior sindacato italiano. Per quanto riguarda gli stimoli alle imprese e ai consumatori non se n'è mai vista l'ombra come ha documentato più volte l'ufficio studi della Confindustria.

Infrastrutture. Il rapporto Cresme sulle opere pubbliche presentato a Verona il 9 novembre è il seguente: nel 2008 le opere pubbliche sono diminuite del 6 per cento rispetto all'anno precedente, nel 2009 la diminuzione è stata del 7 per cento e nel 2010 del 4,9. La previsione per il 2011 segna un crollo del 9 per cento anno su anno. Auspico che Sergio Romano sia più attento quando affronta argomenti così complessi e delicati.

Quanto ai beni culturali, cioè all'immenso patrimonio italiano che è in materia il più grande del mondo, richiamo quanto ha scritto in proposito il professor Settis che è uno dei massimi esperti in materia e ricordo anche quanto ha detto il ministro Bondi quando, in una trasmissione televisiva sul crollo di Pompei, ha dichiarato che «una struttura vecchia di due-mila anni non poteva che crollare».

Mai una frase del genere era stata accolta da un irrefrenabile tritissimo risata di discherno.

Post scriptum. Oggi a Milano il centrosinistra voterà alle primarie per scegliere i candidati all'elezione del sindaco della città. Si tratta di tre candidati civici che chiederanno il voto su altrettante liste una delle quali, quella scelta dagli elettori, si presenterà in opposizione al sindaco Moratti e ad altri candidati del centrodestra.

Si tratta di tre candidati degni di grande considerazione: l'architetto Boeri, il giudice costituzionale Onida, l'avvocato Pisapia.

Vinca il migliore. Ma ciò che oggi importa, come ha già scritto ieri Gad Lerner, sarà l'affluenza dei votanti che rappresenta una sorta di prova generale della mobilitazione dell'elettorato riformista e democratico. La speranza a Milano e in Italia è che questo prologo dia il massimo risultato.

© RIPRODUZIONE RISERVATA

L'appello

Gli Stati Membri si apprestano a rinegoziare l'insieme dei mezzi attribuiti alle politiche comunitarie per un prossimo periodo di sette lunghi anni. La grande maggioranza degli Stati sembra ritenere normale che, laddove tutti i bilanci nazionali sono rivisti al ribasso, anche quello dell'Unione Europea subisca la stessa sorte. Questa impostazione è tuttavia errata. Si fonda su false premesse ed è contraria all'interesse europeo.

Le premesse sono false perché qualsiasi confronto tra un bilancio nazionale e il bilancio europeo è impossibile, e quindi demagogico. Ricordiamo infatti che il bilancio dell'Unione costituisce circa l'1% del Prodotto Interno Lordo (PIL) a fronte del 25% negli Stati Uniti.

L'impostazione è, poi, contraria all'interesse europeo giacché condanna l'Unione alla depressione economica e, nella migliore delle ipotesi, alla stagnazione. Nel momento in cui i governi nazionali sono costretti a imboccare la via dell'austerità, il bilancio europeo può e deve essere lo strumento del rilancio. Deve esserlo quanto più l'Unione riceve nuove competenze dal trattato di Lisbona e affigge obiettivi estremamente ambiziosi all'orizzonte del 2020: promuovere una crescita che auspica ragionata, durevole e a largo spettro d'azione. L'unione non può conseguire quegli obiettivi con i mezzi di cui dispone attualmente. La sua stessa dinamica e la sua base democratica verrebbero nuovamente scosse dalla totale incoerenza tra gli obiettivi che essa si prefigge e i mezzi di cui dispone.

La spesa europea non si somma algebricamente alle spese nazionali. In vari ambiti (la solidarietà, la difesa, la ricerca e l'innovazione, le infrastrutture europee in materia di energia e di trasporti), essa consente di ef-

fettuare razionalizzazioni tramite le economie di scala, un'azione più efficace e un risparmio di mezzi. È possibile contare sulle attuali risorse dell'Unione per riuscire ad ottenere un aumento del bilancio comunitario? No di certo, poiché la maggior parte di esso è finanziato da contributi nazionali provenienti da Paesi Membri oggi costretti a effettuare tagli al bilancio.

L'Unione europea ha bisogno di una nuova risorsa propria, il cui gettito confluirebbe direttamente alle sue casse senza transitare per i bilanci nazionali. Questo era il tipo di risorse previsto dai Trattati fondatori per finanziare le politiche dell'Unione.

I governi avrebbero torto nel vedere in ciò - e nell'agitare presso l'opinione pubblica - lo spauracchio di una tassa europea. Questa risorsa consentirebbe di aumentare il bilancio e di ridurre gli apporti dei paesi. Una tassa sulle emissioni di carbonio, o sulle istituzioni della finanza, o sulle transazioni finanziarie, permetterebbe all'Unione di progredire nella lotta contro i cambiamenti climatici e di contribuire alla stabilità finanziaria.

I cittadini non capirebbero perché il mondo del dopo-crisi sia simile in tutto e per tutto a quello precedente, ma con un'ulteriore diminuzione della crescita e un incremento della disoccupazione. Un bilancio europeo di crescita fondato su una risorsa propria è legato ad un progetto ambizioso è un atto che emana tanto dalla necessità economica e sociale quanto dall'urgenza politica.

L'appello è firmato da 40 esponenti della politica e dell'economia europea. Tra questi Jacques Delors, Piero Fassino, Mario Monti, Tommaso Padoa-Schioppa, Antonio Puri Purini, Barbara Spinelli, Pedro Solbes

il Caffè Letterario

Il racconto dei grandi della letteratura

IN EDICOLA IL 5° DVD con la Repubblica + L'espresso

Se hai perso una delle precedenti uscite rivolgiti al tuo edicolante di fiducia o al servizio clienti 199.744.744 (02.60732459 per chi chiama da telefoni pubblici o cellulari). Il costo massimo della telefonata da rete fissa è di 14,26 cent di euro al minuto + 6,19 cent di euro alla risposta, IVA inclusa.

Pour un budget européen de relance

Par Le think tank Notre Europe,

Le Comité européen du think tank Notre Europe, présidé par Jacques Delors, craint que les Etats membres ne coupent dans le budget de l'UE, ce qui irait à l'encontre des ambitions communautaires

Les Etats membres s'apprêtent à renégocier l'ensemble des moyens alloués aux politiques communautaires pour une prochaine période de sept longues années. La grande majorité d'entre eux semble considérer, à l'heure où tous les budgets nationaux sont revus à la baisse, qu'il est normal que le budget de l'Union européenne connaisse le même sort. Cette approche est pourtant erronée. Elle est fondée sur de mauvaises prémisses et va à rebours de l'intérêt européen.

Les prémisses sont erronées parce qu'il est impossible et donc démagogique de faire la moindre comparaison entre un budget national et le budget européen. Rappelons que le budget de l'Union représente seulement autour de 1% du produit intérieur brut contre 25% aux Etats-Unis.

Cette position va également à rebours de l'intérêt européen car elle condamne l'Union à la dépression économique, au mieux à la stagnation. Au moment où les gouvernements nationaux sont contraints à la voie de l'austérité, le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance. Il le doit d'autant plus que l'Union obtient de nouvelles compétences du Traité de Lisbonne et affiche des objectifs extrêmement ambitieux à l'horizon 2020 pour promouvoir une croissance qu'elle souhaite intelligente, durable et inclusive. Avec les moyens actuels, elle n'y parviendra pas. Sa dynamique et son assise démocratique seraient une nouvelle fois ébranlées par une inadéquation totale entre les objectifs annoncés et les moyens pourvus.

La dépense européenne ne s'ajoute pas arithmétiquement aux dépenses nationales. Dans plusieurs domaines (solidarité, défense, recherche et innovation, infrastructures européennes d'énergie ou de transports, etc.), elle permet de les rationaliser, par des économies d'échelle et par une action plus efficace avec moins de moyens. Peut-on compter sur les ressources actuelles de l'Union pour parvenir à une augmentation du budget communautaire? Certainement pas puisque la majorité du budget européen est financé par des contributions nationales provenant d'Etats membres contraints à réaliser des coupes budgétaires.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de l'Union sans passer par le niveau national. C'est d'ailleurs ce type de ressource que prévoyaient les Traités fondateurs pour le financement des actions de l'Union.

Les gouvernements auraient tort d'y voir et d'agiter dans l'opinion publique l'épouvantail d'un impôt européen. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire leurs contributions. Elle pourrait permettre à l'Union de progresser dans la lutte contre le changement climatique, par le biais d'une taxe carbone, ou les dérives financières, par une taxe sur les transactions financières.

Les citoyens ne comprendraient pas que le monde de l'après-crise ressemble en tout point à celui d'avant, avec juste encore moins de croissance et plus de chômage. Un budget européen de soutien fondé sur une nouvelle ressource propre et lié à un projet ambitieux est un acte qui relève de la nécessité économique et sociale comme de l'urgence politique.

■ Les 44 signataires:

Enrique Barón-Crespo, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des Socialistes européens

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Joachim Bitterlich, Executive Vice Président International, Veolia Environnement Paris, Vice –Président de Notre Europe

Josep Borrel Fontelles, Président de l'Institut universitaire européen de Florence, ancien Président du Parlement européen

Jean-Louis Boulanges, ancien député européen

Laurent Cohen-Tanugi, avocat

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Jean Baptiste de Foucauld, Inspecteur des finances

Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe, ancien Président de la Commission européenne

Ana de Palacio, ancienne Ministre des affaires étrangères d'Espagne

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Philippe de Schoutheete, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE

Isabelle Durant, Vice-présidente du Parlement européen

Piero Fassino, Député, Ancien Ministre italien

Jean François-Poncet, ancien Ministre des affaires étrangères de la France

Emilio Gabaglio, ancien Secrétaire général de la Confédération européennes des syndicats

Nicole Gnesotto, Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, Vice-présidente de Notre Europe

Sylvie Goulard, députée européenne

Elisabeth Guigou, députée, ancienne Ministre

Klaus Hänsch, ancien Président du Parlement européen

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de la Commission européenne au Royaume du Maroc

Allan Larsson, ancien Ministre des finances de la Suède

Pierre Lepetit, Inspecteur des Finances, Vice-Président de Notre Europe

Paavo Lipponen, ancien Premier ministre finlandais

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre des affaires étrangères du Portugal

Mario Monti, ancien Commissaire européen, Président de l'université Bocconi, Milan

Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Ministre des finances de l'Italie, Président de Notre Europe

Riccardo Perissich, ancien Directeur général responsable du marché intérieur à la Commission européenne

Alojz Peterle, député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

Julian Priestley, ancien Secrétaire général du Parlement européen

Antonio Puri Purini, Conseiller du Président italien, ancien ambassadeur de l'Italie en Allemagne

Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire générale de Notre Europe

Maria João Rodrigues, ancienne Ministre du Portugal, conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne

Daniela Schwarzer, Chef de la division Recherche pour l'intégration européenne au « International and Security Affairs, Stiftung Wissenschaft und Politik»

Pedro Solbes, Ancien ministre de l'Economie et des Finances de l'Espagne et commissaire européen aux Affaires monétaires. Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE).

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne

Barbara Spinelli, Journaliste

Christian Stoffaës, Président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Pawel Swieboda, Président de Demos Europa, Centre for European Strategy

Christine Verger, Directrice au Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Guy Verhofstadt, Président du groupe ADLE au Parlement européen, ancien premier ministre belge

Daniel Vernet, journaliste

Jérôme Vignon, Président des Semaines sociales de France

LE TEMPS© 2009 Le Temps SA

Handelsblatt

SCHULDENKRISE

Die Staaten zahlen alles

Kapital ist ein scheues Reh. Weil sie diese alte Weisheit nicht verinnerlicht hat, manövriert sich die Bundesregierung immer tiefer in ein Dilemma. Nachdem die von Berlin vorangetriebene Diskussion über einen erzwungenen Forderungsverzicht für private Anleihegläubiger die Kurse irischer Staatsanleihen immer weiter nach unten gedrückt hatte, sahen sich Wolfgang Schäuble und seine europäischen Kollegen zu der Erklärung genötigt, jegliche Pläne in dieser Richtung würden Halter bereits ausstehender Staatsanleihen nicht betreffen. Denn auch wenn die irische Regierung im Moment gar kein neues Geld am Kapitalmarkt aufnehmen muss, gefährdeten die Kursverluste der Anleihen doch akut die Stabilität der Banken in Irland und in anderen Ländern.

Fürs Erste hat die Erklärung der Finanzminister zu einer Beruhigung geführt. Aber dem Dilemma entkommen sind sie damit nicht. Zum einen mussten sie nun offiziell erklären, was Angela Merkel und Wolfgang Schäuble gerade verhindern wollten: dass in Bezug auf ein eventuell noch nötig werdendes Rettungspaket für Irland allein die Partnerstaaten aufkommen müssen. Nicht die Banken, die den Schlamassel verursacht haben, oder die übrigen Investoren.

Zum anderen können sie dem Dilemma auch für die Zukunft nicht entgehen. Da man niemanden zwingen kann, bestimmte Anleihen zu kaufen, müssen die Europäer selbst die Zeche bezahlen, wenn sie die Anleihen eines Partnerlandes unattraktiver machen. Wenn ein Land vom europäischen Rettungsschirm aufgefangen worden ist, weil es sich am Markt nicht mehr refinanzieren kann, dann soll es ja möglichst bald wieder auf eigenen Füßen stehen. Einem hochverschuldeten Land wird das kaum gelingen, wenn auf jeder Anleihe der Warnhinweis prangt: „Der Finanzminister darf diese Anleihe nicht zum Nennwert zurückzahlen, wenn er irgendwelche Hilfen von seinen Partnerländern in Anspruch nehmen sollte.“ Deshalb müssen die Partnerländer die Finanzen des Problemfalls vor der Rückkehr an den Kapitalmarkt durchgreifend sanieren. Sie müssen dessen Verschuldung senken, indem sie auf einen großen Teil ihrer Forderung verzichten, so dass es nur noch geringe Zweifel an der Kreditwürdigkeit des Landes geben kann.

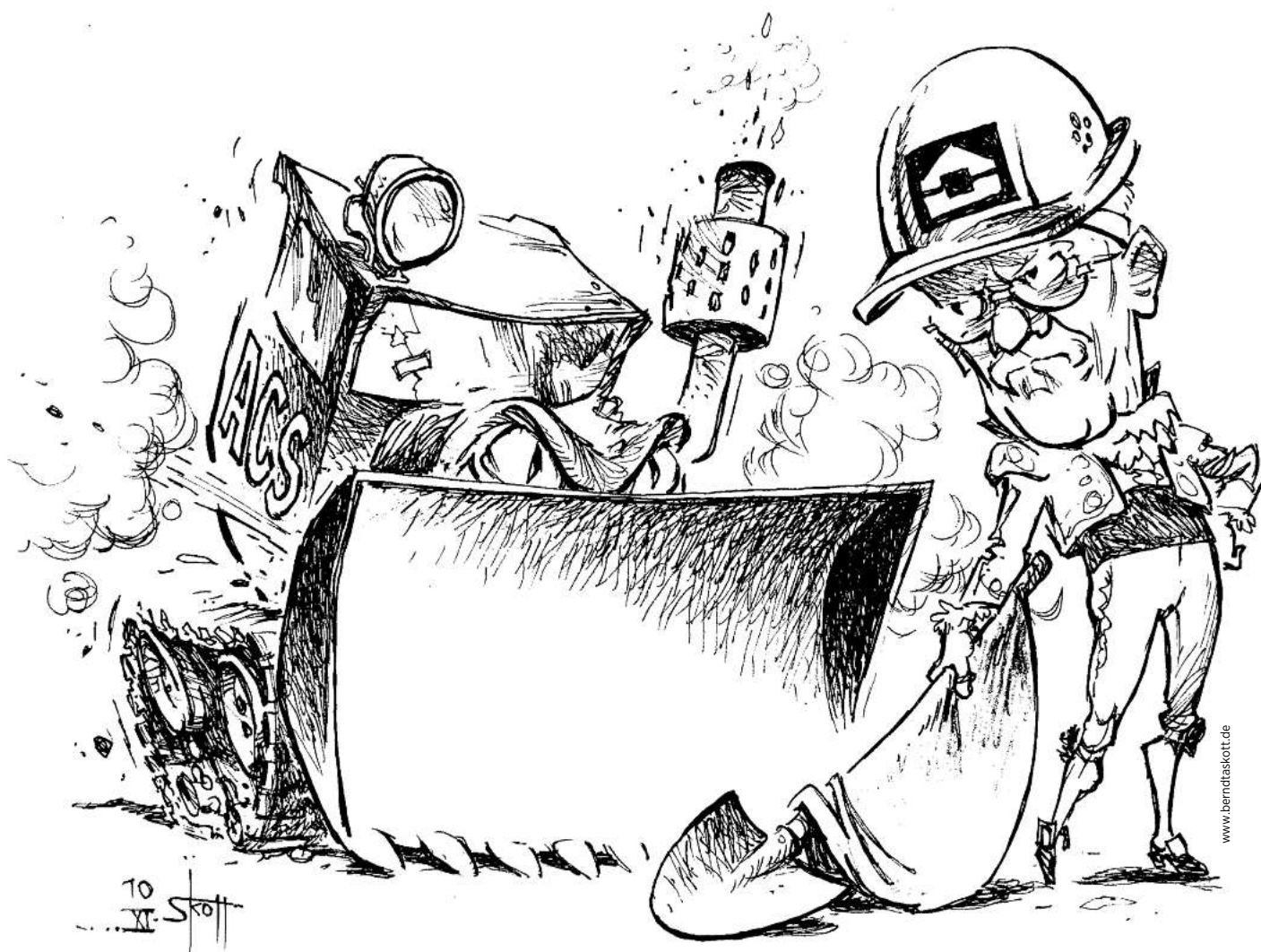
Es gibt ohnehin kaum einen sachlichen Grund für die deutsche Initiative. Das Problem in Ländern wie Irland und Spanien war ja keinesfalls, dass sich die Regierungen aufgrund zu niedriger Zinsaufschläge zu stark verschuldet hätten. Irland verzeichnete vor der Krise Haushaltsüberschüsse. Es war vielmehr der private Sektor, vor allem die Banken, der sich zu viel Schulden auflud. Später durfte er sie, weil man die Banken nicht pleitegehen lassen konnte oder wollte, auf den Staat abladen.

Um so etwas in Zukunft zu vermeiden, sind ganz andere Maßnahmen nötig: Das Finanzsystem und die Banken müssen mit durchgreifenden Maßnahmen sicherer und stabiler gemacht werden.



Der Autor ist Korrespondent in Frankfurt.
Sie erreichen ihn unter:
haering@handelsblatt.com

Verantwortlicher Redakteur der Meinungsseiten:
Thomas Hanke, Berlin. Sie erreichen die Meinungsredaktion: **E-Mail:** hb.meinung@vhb.de
Adresse: Kasernenstraße 67, 40213 Düsseldorf



Wachstumstreiber „Gute Laune“



Ulf Sommer

Einmalzahlungen, vorgezogene Tarifierhöhungen und viele offene Stellenangebote schüren den Optimismus. Das trägt den Aufschwung länger, als viele heute glauben.

Deutschlands Unternehmen übertreffen selbst die optimistischsten Erwartungen. Sie erwirtschaften nur ein Jahr nach der großen Krise schon wieder Rekordgewinne. Doch wenn es um Prognosen für die Zeit über das in sieben Wochen zu Ende gehende Jahr hinausgeht, dann mauern sie beharrlich. Niemand weiß, wie sich die Weltwirtschaft und das boomende China entwickeln werden, lautet die Devise bei vielen exportstarken Industrieunternehmen in ihren jüngsten Quartalsausblicken.

Doch es gibt rühmliche Ausnahmen. Der bislang mit Vorhersagen extrem vor-

sichtige Mischkonzern Siemens verbindet sein Rekordergebnis plötzlich mit einer Kampfansage an die Konkurrenz. Selbstbewusst blicken die Münchener nach vorn und wähen sich auf gutem Weg, den Schwung in das nächste Jahr mitzunehmen und die Erträge weiter zu steigern.

Die Kehrtwende überrascht, denn bislang hatte Siemens, ebenso wie die meisten deutschen Großkonzerne, die schwerste Wirtschaftskrise der Nachkriegsgeschichte als noch nicht ausgestanden bezeichnet und den Boom nur als kurze Episode eingestuft. Die Chemiehersteller und vor allem die Autobauer heben zwar im Monatsrhythmus ihre Prognosen an, verweisen dabei aber fast entschuldigend auf die reißende Nachfrage aus China. Als ob es sich dabei um einen Lotteriegewinn oder einmaligen Ausrutscher handelt.

Kaum jemand wagt auf die Fortsetzung des gegenwärtigen Wirtschaftsbooms zu hoffen. Dazu passt aus Übersee die skeptische Analyse des weltgrößten Netzwerkausrüsters Cisco über die Geschäfte in Europa und den USA. Schon oft erwies sich der amerikanische IT-Konzern, dessen Chef John Chambers mehrere amerikanische Präsidenten beraten hat, als Trendsetter nicht nur für die Branche, sondern der gesamten Weltwirtschaft.

Zugegeben, nicht nur Cisco, auch viele europäische Unternehmen hegen viele berechtigte Zweifel an einer Fortsetzung des gegenwärtigen Booms. Dazu gehören die Sorgen über den Zustand der USA, der

weltgrößten Volkswirtschaft, Ängste, in China könnte eine (Immobilien-)Blase platzen, und Befürchtungen, dass öffentliche Aufträge an Unternehmen künftig sinken, weil sich die hochverschuldeten Industrienationen künftig im Geldausgeben zurückhalten. Kurzum, viele Ungleichgewichte und Störfeuer, wozu auch der Währungsstreit zwischen den USA und China zählt, sprechen dafür, dass sich Umsätze, Gewinne und Margen tatsächlich abschwächen könnten. Daraus resultiert die gedämpfte Stimmung bei vielen Firmen.

Aber: In sinkenden Zahlen lässt sich nichts belegen. Im Gegenteil. Die Aufträge ziehen weiter an, ganz besonders bei den skeptischen Auto- und hochspezialisierten Maschinenbauern. Siemens hat deshalb recht mit seiner offensiven Kehrtwende, Mitarbeiter und Aktionäre für 2011 auf Optimismus zu trimmen.

Ausgerechnet in Deutschland scheint der Optimismus sich derzeit selbst zu verstärken - also in einer Volkswirtschaft, die bislang eher unverdächtig war, sich allzu schnell euphorischen Gefühlen hinzugeben. Die enormen Gewinnsteigerungen, aus denen üppige Dividenden resultieren, schüren die Zuversicht bei Angestellten und Aktionären. Dazu kommen die vielen Stellenangebote. Insgesamt suchen Deutschlands Unternehmen derzeit eine Million Mitarbeiter, ergab eine repräsentative Umfrage des Instituts für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung. Sinkende Erwerbslosenzahlen mindern die Angst vor

WORTE DES TAGES

„Ehrlich gesagt, ich weiß nicht, wie sich der Markt entwickeln wird.“

AKIO TOYODA,
Toyota-Chef, zur Entwicklung der Elektroautos

„Ich habe einen Vertrag bis September 2012 und pflege Verträge einzuhalten.“

JÜRGEN GROSSMANN,
RWE-Chef

„Derzeit verzeichnen wir den höchsten Auftragsbestand aller Zeiten.“

ESTHER BAHNE,
Audi-Sprecherin

„Wer heute Fachkräfte will, muss auch bereit sein, fair zu bezahlen.“

PHILIPP RÖSLER,
Gesundheitsminister, zum wachsenden Mangel an Pflegekräften

„Ein Staat ohne Gerechtigkeit ist wie eine Räuberbande.“

BERTHOLD HUBER,
IG-Metall-Chef

Arbeitslosigkeit. Sie war in Deutschland jahrzehntelang der wohl größte Hemmschuh für einen anspringenden Binnenmarkt, weil viele Angestellte aus Furcht vor einem Stellenverlust ihr Geld lieber zusammenhielten.

Schließlich stärken die vielen vorgezogenen Tarifierhöhungen den Glauben in die Zukunft. Nach Bosch, Volkswagen, Audi und vielen Zulieferern in der Metall- und Elektroindustrie wie Elringklinger profitieren auch die Angestellten bei Siemens. Die Münchener zahlen obendrein im Januar jedem Beschäftigten bis zu 1 000 Euro extra. Als Lohn und Dank für die überstandene Krise.

Ähnlich wie Kurzarbeit und die einst belächelte staatliche Abwrackprämie vor zwei Jahren die schwere Wirtschaftskrise erfolgreich milderten, so verlängern jetzt also die Unternehmen den gegenwärtigen Boom, indem sie ihre Angestellten daran teilhaben lassen - sofort und nicht wie früher nach endlos ermüdenden und stimmungstötenden Tarifverhandlungen.

Einmalzahlungen und weniger Zukunftssorgen bedeuten noch keine ewige Fortsetzung des gegenwärtigen Aufschwungs. Doch wer sich klarmacht, wie sehr allein schon gute Stimmung die Realkonjunktur bewegt, kann die Prognose wagen: Der überraschende Boom hat gute Chancen, sich zumindest in das erste Quartal 2011 fortzuplätzen. Der Stimmungstöter „schwacher Binnenkonsum“, der früher so oft zugeschlagen hat, wird den Aufschwung diesmal nicht abwürgen.

Der Autor ist Redakteur.
Sie erreichen ihn unter:
sommer@handelsblatt.com

KANZLERIN

Angela Aschenputtel

Das Auffälligste an Angela Merkel ist nicht das, was sie tut, sondern das, was sie unterlässt. Unstrittig ist: Sie kann was. Aber genauso deutlich ist mittlerweile zu erkennen: Sie will nichts. Selten hat ein Regierungschef so anspruchlos vor sich hinregiert: „Wir gehen unseren Weg“, sagte sie gestern im großen Interview vor dem Parteitag. Wohin dieser Weg führt oder auch nur führen sollte, verriet sie nicht.

Das war anders versprochen. „Ein neuer Anfang“ stand auf den Plakaten, mit deren Hilfe sie im Jahre 2005 erstmals Kanzlerin wurde. Sie hielt gepfefferte Reden wie diese: „Die staatlichen Institutionen sind teilweise ausgezehrt oder arbeiten sich in Bürokratie ab. Viele Einzelteile bewegen sich, aber das Ganze tritt auf der Stelle. In weiten Teilen der Gesellschaft, die Parteien schließe ich dabei ausdrücklich mit ein, fehlt der Wille zum Aufbruch.“

Einst war sie die Winterkönigin der CDU

Das wollte sie ändern. Das war ihr großes Versprechen. In ihr loderte die Sehnsuchtsenergie eines Landes, das willig war, sich zu wandeln. Denn es hatte sich herumgesprochen, dass ein Sozialstaat, der auf der Kopfzahl von Kindern beruht, im Zeitalter der Kinderlosigkeit anders finanziert werden muss. Sie bot erst ihrer Partei, dann den Deutschen ein ungewöhnliches Tauschgeschäft an: Freiheit gegen Sicherheit, Zukunft statt Nostalgie, womit vor allem eine solide Sozialstaatsfinanzierung gemeint war.

Heribert Prantl von der „Süddeutschen Zeitung“ nannte Angela Merkel, die Energische, die für ihre Vorstellung von Zukunft auf dem Leipziger Parteitag eine fulminante Mehrheit erhielt, „die Winterkönigin der CDU“.

Es gibt keine andere Schlussfolgerung als die: Der Zauber der Angela Merkel wirkt nicht mehr. Das Leisetreten und die Selbst-Sozialdemokratisierung haben sich nicht ausgezahlt. Das Projekt „Mitte“ führt mit großer Zielstrebigkeit in Richtung Mittelmäßigkeit.

Verspricht sie „Bürokratieabbau“, weiß der Kundige, dass nun wieder mit Papier gaschelt wird. Wenn sie einen „Herbst der Entscheidungen“ ankündigt, ahnt man, dass sie in Wahrheit meint: Wir schleppen uns weiter über die Runden. Sagt sie Gesundheitsreform, ertappt man sich dabei, wie man instinktiv an die Geldbörse greift. Erst letzte Woche schraubte sie die Beiträge wieder um 0,6 Punkte nach oben. Sechs Milliarden zusätzlich nimmt sie den Versicherten ab. Selbst die Idee mit den „Gipfeln im Kanzleramt“, zu denen sie beinahe im Monatsrast einlädt, hat sich abgenützt. Bildung, Islam, Ausländerintegration: Stets war die Teilnehmerliste so lang, wie das Ergebnisprotokoll kurz war.

„Habt ihr keine andere Tochter?“ fragte der König

Zumindest im Märchen der Gebrüder Grimm ging alles gut aus. „Das ist auch nicht die rechte“, sprach der König, „habt ihr keine andere Tochter?“ Er gab nicht eher Ruhe, bis Aschenputtel wieder die elegante Ballkönigin war, die er schätzen und lieben gelernt hatte.

Der König unserer Tage ist der Wähler. Er ist von Angela Merkel enttäuscht, aber er hat nicht mir ihr gebrochen. Er sucht weiter nach seiner Prinzessin. Vielleicht zieht sie, ihm zuliebe, noch einmal das Ballkleid an. Es hat ihr gut gestanden.

Der Autor ist Handelsblatt-Chefredakteur.
Sie erreichen ihn unter:
steingart@handelsblatt.com

EUROPA

Der Gesamtfinanzrahmen der EU-Gemeinschaftspolitik für die kommende, sieben Jahre dauernde Haushaltsperiode wird in Kürze neu verhandelt. Nun vertreten die meisten Mitgliedstaaten die Auffassung, dass in Zeiten der nationalen Haushaltskürzungen der EU-Haushalt ein ähnliches Schicksal erfahren solle. Dieser Ansatz ist jedoch grundlegend falsch. Er basiert auf irrigen Prämissen und läuft dem europäischen Wohl zuwider.

Die Prämissen sind nicht korrekt, weil der Vergleich zwischen einem nationalen Haushalt und dem europäischen Haushalt schlichtweg nicht möglich und damit demagogisch ist. Vergessen wir nicht, dass der Haushalt der Europäischen Union nur rund ein Prozent vom Bruttoinlandsprodukt beträgt. Zum Vergleich: In den USA liegt der Bundeshaushalt bei 25 Prozent.

Die Forderung nach einer Kürzung des EU-Haushalts steht im Widerspruch zum europäischen Interesse, weil Europa dadurch zu einer wirtschaftlichen Depression oder bestenfalls Stagnation verurteilt wird. Die nationalen Regierungen müssen derzeit einen Sparkurs steuern, aber gerade dann muss der europäische Haushalt ein Instrument der wirtschaftlichen Belebung sein. Das gilt insbesondere angesichts der neuen, durch den Vertrag von Lissabon geschaffenen Kompetenzen der Union und ihrer extrem ehrgeizigen Ziele zur Förderung von intelligentem, nachhaltigem und integrativem



Jacques Delors

Die Gemeinschaft braucht eigene Finanzquellen, um unabhängig von Beiträgen einzelner Staaten kraftvoller auftreten zu können.

Wachstum. Mit den derzeitigen Mitteln sind diese Perspektiven nicht erreichbar. Die Dynamik und das demokratische Fundament der Union würden erneut durch die völlige Unverhältnismäßigkeit der angekündigten Ziele und der bereitgestellten Mittel erschüttert.

Die EU-Ausgaben kommen nicht einfach zu den nationalen Ausgaben dazu. In mehreren Bereichen (Finanzausgleich, Verteidigung, Forschung und Innovation, Energie und Verkehr) trägt die EU dazu bei, dass die Staaten weniger finanzielle Mittel brauchen oder ihr Geld effizienter einsetzen können.

Kann man aber mit den heutigen Ressourcen den Haushalt der EU ausbauen? Sicherlich nicht. Denn der europäische Haushalt fi-

nanziert sich größtenteils durch die Beiträge der Mitgliedstaaten, die ängstlich reagieren und zu Haushaltskürzungen gezwungen sind. Die Europäische Union braucht daher eine eigene Einkommensquelle, um den EU-Haushalt direkt und ohne Umweg über die nationale Ebene zu versorgen. Die Gründungsverträge sahen übrigens eine Einkommensquelle dieser Art vor: Die Regierungen sollten darin nicht fälschlicherweise eine Europa-Steuer sehen und diese der Öffentlichkeit als Schreckgespenst vorhalten.

Mit einer solchen Finanzquelle könnte der EU-Haushalt erhöht werden, was die nationalen Beiträge reduzieren würde. Die EU wäre damit in der Lage, im Klimaschutz (über eine CO₂-Besteuerung) und in der Bekämpfung von finanziellen Verwerfungen (durch eine Transaktionssteuer) kraftvoller zu agieren.

Die Bürgerinnen und Bürger in Europa würden es nicht verstehen, wenn die Welt nach der Krise genauso aussähe wie vorher - nur mit weniger Wachstum und höherer Arbeitslosigkeit. Ein wachstumsorientierter EU-Haushalt mit einer neuen, eigenen Finanzquelle und einem ehrgeizigen Projektrahmen ist wirtschaftlich und sozial unumgänglich und politisch von höchster Dringlichkeit.

Der Autor war Europapolitiker und spricht hier für das Komitee von „Notre Europe“. Sie erreichen ihn unter: gastautor@handelsblatt.com



Jacques Delors,
Pascal Lamy
et Tommaso
Padoa-Schioppa

Le fondateur, le président et le président d'honneur de Notre Europe, qui cosignent avec plusieurs membres du comité de ce think-tank*, lancent un appel en faveur de nouvelles ressources européennes.

Pour que l'Europe soit dotée d'un budget propre

Les États membres s'apprêtent à renégocier l'ensemble des moyens alloués aux politiques communautaires pour une prochaine période de sept longues années. La grande majorité d'entre eux semble considérer, à l'heure où tous les budgets nationaux sont revus à la baisse, qu'il est normal que le budget de l'Union européenne connaisse le même sort. Cette approche est pourtant erronée. Elle est fondée sur de mauvaises prémisses et va à rebours de l'intérêt européen.

Les prémisses sont erronées parce qu'il est impossible et donc démagogique de faire la moindre comparaison entre un budget national et le budget européen.

Rappelons que le budget de l'Union représente seulement autour de 1 % du produit intérieur brut, contre 25 % aux États-Unis.

Cette position va également à rebours de l'intérêt européen, car elle condamne l'Union à la dépression économique, au mieux à la stagnation. Au moment où les gouvernements nationaux sont contraints à la voie de l'austérité, le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance. Il le doit d'autant plus que l'Union obtient de nouvelles compétences du traité de Lisbonne et affiche des objectifs extrêmement ambitieux à l'horizon 2020 pour promouvoir une croissance qu'elle souhaite intelligente, durable et inclusive. Avec les moyens actuels, elle n'y parviendra pas. Sa dynamique et son assise démocratique seraient une nouvelle fois ébranlées par une inadéquation totale entre les objectifs annoncés et les moyens pourvus.

La dépense européenne ne s'ajoute pas arithmétiquement aux dépenses nationales.

Dans plusieurs domaines (solidarité, défense, recherche et innovation, infrastructures européennes d'énergie ou de transports, etc.), elle permet de les rationaliser, par des économies d'échelle et par une action plus

efficace avec moins de moyens. Peut-on compter sur les ressources actuelles de l'Union pour parvenir à une augmentation du budget communautaire ? Certainement pas puisque la majorité du budget européen est financée par des contributions nationales provenant d'États membres contraints à réaliser des coupes budgétaires.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de

Les citoyens ne comprendraient pas que le monde de l'après-crise ressemble en tout point à celui d'avant, avec juste encore moins de croissance et plus de chômage. Un budget européen de soutien fondé sur une nouvelle ressource propre et lié à un projet ambitieux est un acte qui relève de la nécessité économique et sociale comme de l'urgence politique.

* Cosignataires : Jean-Louis Bourlanges (ancien député européen), Laurent Cohen-Tanugi (avocat), Étienne Davignon

« Les gouvernements auraient tort d'agiter dans l'opinion publique l'épouvantail d'un impôt européen. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire leurs contributions »

l'Union sans passer par le niveau national. C'est d'ailleurs ce type de ressource que prévoyaient les traités fondateurs pour le financement des actions de l'Union.

Les gouvernements auraient tort d'agiter dans l'opinion publique l'épouvantail d'un impôt européen. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire leurs contributions. Elle pourrait permettre à l'Union de progresser dans la lutte contre le changement climatique, par le biais d'une taxe carbone, ou les dérives financières, par une taxe sur les transactions financières.

(ministre d'État belge, ancien vice-président de la Commission européenne), Sylvie Goulard (députée européenne), Elisabeth Guigou (députée, ancienne ministre), Philippe Lagayette (président de la Fondation de France), Paavo Lipponen (ancien premier ministre de Finlande), Mario Monti (ancien commissaire européen), Alojz Peterle (député européen, ancien premier ministre de Slovénie), Jean-François Poncet (ancien ministre des Affaires étrangères), Maria João Rodrigues (ancien ministre du Portugal), Christian Stoffer (président du CEPII), Guy Verhofstadt (président du groupe ADLE au Parlement européen, ancien premier ministre belge).



François Géré

La défense antimissile, la France et l'Otan :

COMMENT

Letters

Curtailing budget would condemn the EU to depression

Published: November 19 2010 00:20 | Last updated: November 19 2010 06:50

From Mr Jacques Delors and others.

Sir, As member states prepare to renegotiate the full range of resources allocated to community policies in the coming lengthy seven-year period, the vast majority appear to believe that since all [national budgets are being cut](#), the budget of the European Union should be similarly curtailed. This approach is misguided. It is based on faulty assumptions and runs counter to European interests.

The assumptions are wrong because national budgets are different from the European budget, and to compare the two is an exercise in demagoguery. It must be remembered that the EU budget accounts for only about 1 per cent of gross domestic product compared with 25 per cent in the US.

[Curtailing the EU budget](#) would run counter to the interests of Europe because it would condemn the EU to economic depression or at best stagnation. At a time when national governments are forced to adopt austerity measures, the European budget can and must be used as an instrument to boost the economy. The Union is granted new competencies by the Lisbon treaty and has set very high goals for 2020 to promote intelligent, sustainable and inclusive growth. With its current resources it will be unable to achieve these goals. The EU's momentum and democratic underpinnings would again be shaken by a complete mismatch between the objectives it proclaims and the resources made available to achieve them.

EU spending is not simply added to national spending. In a number of areas (such as solidarity, defence, research and innovation and European energy and transport infrastructure), the Union can streamline total spending through economies of scale and take more effective action with fewer resources. Can the EU's current resources be used to increase the community budget? Certainly not. The bulk of the EU budget is financed through national contributions provided by member states at a time of national belt-tightening.

The EU needs a new own resource, with receipts going directly to the EU budget rather than being channelled through member states. In fact, it is this type of resource that was foreseen by the founding treaties for the financing of EU actions. Governments would be wrong to see this as the spectre of a European tax and use it to alarm to public opinion. A new own resource could increase the EU budget and decrease member state contributions. It would enable the EU to make progress in combating climate change, through a carbon tax, or excessive financial risk-taking, through a tax on financial transactions.

European citizens would fail to understand if the post-crisis world were to be a carbon copy of the pre-crisis world with a bit less growth and more unemployment. A European economic recovery budget based on a new own resource, to be used to achieve ambitious goals, is an economic and social necessity and a matter of political urgency.

Enrique Barón-Crespo,

Former President, European Parliament; former President of the Parliamentary group of European Socialists

Joachim Bitterlich,

Executive Vice-President International, Veolia Environnement Paris; Vice-President, Notre Europe

Pervenche Berès,

European Deputy

Josep Borrel Fontelles,

President, European University Institute of Florence; former President, European Parliament

Jean-Louis Bourlanges,

Former European deputy

Laurent Cohen-Tanugi,

Lawyer

Etienne Davignon,

Belgian State Minister; former Vice-President, European Commission

Jean Baptiste de Foucauld,

Inspector of finance

Jacques Delors,

Founding President, Notre Europe; former President, European Commission

Ana de Palacio,

Former Minister of Foreign Affairs, Spain

Renaud Dehousse,

Director, Center for European Studies, Sciences Po Paris

Philippe de Schoutheete,

Former Permanent Representative of Belgium to the European Union

Isabelle Durant,

Vice President, European Parliament

Piero Fassino,

Secretary General, Democrats of the Left in Italy

Jean François-Poncet,

Former Minister of Foreign Affairs, France

Emilio Gabaglio,

Former Secretary General, European Confederation of Trade Unions

Prof Nicole Gnesotto,

Chair of European Union Studies, Conservatoire National des Arts et Métiers; Vice-President, Notre Europe

Sylvie Goulard,

European deputy

Elisabeth Guigou,

French Deputy and former Minister

Klaus Hänsch,

Former President, European Parliament

Philippe Lagayette,

President, Fondation de France

Eneko Landaburu,

Ambassador, Head of the Delegation of the European Commission in the Kingdom of Morocco

Allan Larsson,

Former Minister of Finance, Sweden

Pierre Lepetit,

Inspector of finance; Vice-President, Notre Europe

Paavo Lipponen,

Former Prime Minister, Finland

Vitor Martins,

Advisor on European Affairs to the President of the Republic of Portugal; former Minister of Foreign Affairs

Mario Monti,

Former European Commissioner; President of Bocconi University, Milan

Tommaso Padoa-Schioppa,

President, Notre Europe; former Minister of Economy and Finance, Italy

Riccardo Perissich,

Former Director General, DG Industry, European Commission

Alojz Peterle,

European deputy; former Prime Minister, Slovenia

Julian Priestley,

Former Secretary General, European Parliament

Antonio Puri Purini,

Advisor to Italian President; former Ambassador of Italy in Germany

Gaëtane Ricard-Nihoul,

Secretary General, Notre Europe

Maria João Rodrigues,

Former Minister of Portugal; Advisor for Economic and Social Policies to the European Commission; Professor, University of Lisbon

Daniela Schwarzer,

Researcher, SWP Berlin

Antoinette Spaak,

Belgian State Minister; former European deputy

Barbara Spinelli,

Journalist

Pedro Solbes,

Former Minister, Spain

Christian Stoffaës,

President of the Board, Centre of Prospective Studies and International Information (CEPII)

Pawel Swieboda,

President, Demos Europa

Christine Verger,

European Parliament Director; former Secretary General, Notre Europe

Guy Verhofstadt,

President, ADLE group in the European Parliament; former Prime Minister of Belgium

Daniel Vernet,

Journalist

Jérôme Vignon,

President, Semaines Sociales de France

www.notre-europe.eu

[Copyright](#) The Financial Times Limited 2010. Print a single copy of this article for personal use. [Contact us](#) if you wish to print more to distribute to others.

AGENCE EUROPE

Sommaire

JOURNÉE POLITIQUE

(EU) UE/AFFAIRES ÉTRANGÈRES: Moyen-Orient, Birmanie, Irak, Iran, Soudan et les prochains sommets au menu du Conseil de lundi (EU) UE/AFFAIRES GÉNÉRALES: le Conseil prépare le sommet de décembre (EU) UE/RUSSIE (EU) UE/KOSOVO (EU) UE/SOUDAN: l'UE veut se préparer à tous les scénarios post-référendums (EU) UE/RUSSIE: accord pour définir les prochains pas vers l'abolition des visas (EU) UE/COMMUNICATION: le Club de Venise et l'information européenne

INFORMATIONS GÉNÉRALES

(EU) UE/ÉTATS-UNIS: vers des normes énergétiques communes (EU) UE/ÉTATS-UNIS: le libre-échange total des marchandises serait un plus (EU) UE/OMC/DOHA: réunion de bilan fin novembre avec les ambassadeurs (EU) UE/COMMERCE: 13 milliards d'aides illégales à Airbus, selon les États-Unis (EU) UE/ANTIDUMPING: droit provisoire jusqu'à 39,1% sur le papier chinois (EU) UE/ANTIDUMPING (EU) UE/COMMERCE (EU) UE/ÉTATS-UNIS: Neal Wolin, l'UE trouvera une solution à la crise irlandaise (EU) UE/ÉCONOMIE: le dossier « gouvernance économique » inquiète M. Trichet (EU) UE/MARCHÉS PUBLICS: la dématérialisation des contrats publics en débat (EU) **UE/BUDGET: plaidoyer de 'Notre Europe' contre une baisse du budget de l'UE** (EU) UE/DROIT DES SOCIÉTÉS: difficultés pour créer une société européenne (EU) UE/CONSEIL ÉDUCATION: des synergies pour lutter contre la pauvreté (EU) UE/CONSEIL ÉDUCATION: une formation professionnelle plus pertinente (EU) UE/CONSEIL ÉDUCATION: bon accueil réservé à « Jeunesse en mouvement » (EU) UE/CONSEIL JEUNESSE: donner des repères à la jeunesse urbaine (EU) UE/CONSEIL JEUNESSE: un accès plus aisé à la culture pour les jeunes (EU) PE/AGRICULTURE: la réforme proposée laisse des parlementaires sur leur faim (EU) UE/ENVIRONNEMENT/ITALIE: la Commission dépêche des experts en Campanie (EU) UE/ENVIRONNEMENT/BOUES ROUGES: un délai de grâce pour Budapest (EU) UE/SÛRETÉ ALIMENTAIRE (EU) UE/COHÉSION: mauvaise utilisation des fonds en Italie qui doit rembourser (EU) UE/COHÉSION: l'avenir des fonds structurels au Conseil informel de Liège (EU) UE/RÉGIONS (EU) PE/SOCIAL: chaîne humaine autour du Parlement - Appel des ONG (EU) PE/SESSION: impasse budgétaire, guerre des monnaies et ACTA au menu (EU) UE/CONCURRENCE: Lloyds TSB Bank et Svenska Handelsbanken acquièrent Dyson

CALENDRIER

(EU) Principales activités des institutions européennes (EU) Autres événements du lundi 22 au vendredi 26 novembre

€: VALEUR EN DIFFÉRENTES DEVISES LE 19/11/2010

COPYRIGHT AGENCE EUROPE© NOT AVAILABLE FOR RE-DISSEMINATION

(EU) UE/BUDGET: plaidoyer de 'Notre Europe' contre une baisse du budget de l'UE

Bruxelles, 19/11/2010 (Agence Europe) - L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de l'Union, et l'approche d'une grande majorité des pays de l'UE consistant à défendre une baisse du budget de l'UE « va à rebours de l'intérêt européen », selon une tribune publiée vendredi 19 novembre dans plusieurs journaux. 44 personnalités en sont signataires, dont Jacques Delors, président de 'Notre Europe', les anciens présidents du Parlement européen Enrique Barón-Crespo et Josep Borrell Fontelles, Guy Verhofstadt, le président du groupe ADLE, Ana de Palacio, l'ancienne ministre espagnole des Affaires étrangères, Isabelle Durant, vice-présidente du Parlement européen, ou encore Paavo Lipponen, l'ancien premier ministre de Finlande.

Il est rappelé que les États membres s'apprêtent à renégocier l'ensemble des moyens alloués aux politiques communautaires pour une prochaine période de sept longues années. La grande majorité d'entre eux semble considérer, à l'heure où tous les budgets nationaux sont revus à la baisse, qu'il est normal que le budget de l'Union européenne connaisse le même sort. Cette approche est pourtant erronée, selon les auteurs. Selon eux, il est impossible et donc démagogique de faire la moindre comparaison entre un budget national et le budget européen. « Le budget de l'Union représente seulement autour de 1% du produit intérieur brut contre 25% aux États-Unis »

Cette position « condamne l'Union à la dépression économique, au mieux à la stagnation ». Au moment où les gouvernements nationaux sont contraints à la voie de l'austérité, « le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance », expliquent les signataires. Ils rappellent que dans plusieurs domaines (solidarité, défense, recherche et innovation, infrastructures européennes d'énergie ou de transports, etc.), la dépense européenne permet de rationaliser les dépenses nationales, « par des économies d'échelle et par une action plus efficace avec moins de moyens ».

« L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de l'Union sans passer par le niveau national », demandent ces personnalités. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire les contributions des pays. Elle pourrait permettre à l'Union de progresser dans la lutte contre le changement climatique, par le biais d'une taxe carbone, ou les dérives financières, par une taxe sur les transactions financières. Avant de conclure: « Un budget européen de soutien fondé sur une nouvelle ressource propre et lié à un projet ambitieux est un acte qui relève de la nécessité économique et sociale comme de l'urgence politique ». (L.C.)

COPYRIGHT AGENCE EUROPE© NOT AVAILABLE FOR RE-DISSEMINATION

(EU) UE/DROIT DES SOCIÉTÉS: difficultés pour créer une société européenne

Une nouvelle ressource pour le budget européen

Un collectif de signataires (*)

Les Etats Membres s'apprêtent à renégocier l'ensemble des moyens alloués aux politiques communautaires pour une prochaine période de sept longues années. La grande majorité d'entre eux semble considérer, à l'heure où tous les budgets nationaux sont revus à la baisse, qu'il est normal que le budget de l'Union européenne connaisse le même sort. Cette approche est pourtant erronée. Elle est fondée sur de mauvaises prémisses et va à rebours de l'intérêt européen.

Les prémisses sont erronées parce qu'il est impossible et donc démagogique de faire la moindre comparaison entre un budget national et le budget européen. Rappelons que le budget de l'Union représente seulement autour de 1 % du Produit Intérieur Brut contre 25 % aux Etats-Unis.

Cette position va également à rebours de l'intérêt européen car elle condamne l'Union à la dépression économique, au mieux à la stagnation. Au moment où les gouvernements nationaux sont contraints à la voie de l'austérité, le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance. Il le doit d'autant plus que l'Union obtient de nouvelles compétences du Traité de Lisbonne et affiche des objectifs extrêmement ambitieux à l'horizon 2020 pour promouvoir une croissance qu'elle souhaite intelligente, durable et inclusive. Avec les moyens actuels, elle n'y parviendra pas. Sa dynamique et son assise démocratique seraient une nouvelle fois ébranlées par une inadéquation totale entre les objectifs annoncés et les moyens pourvus.

La dépense européenne ne s'ajoute pas arithmétiquement aux dépenses nationales. Dans plusieurs domaines (solidarité, défense, recherche et innovation, infrastructures européennes d'énergie ou de transports, etc.), elle permet de les rationaliser, par des économies d'échelle et par une action plus efficace avec moins de moyens. Peut-on compter sur les ressources actuelles de l'Union pour parvenir à une augmentation du budget communautaire ? Certainement pas puisque la majorité du

budget européen est financée par des contributions nationales provenant d'Etats membres contraints à réaliser des coupes budgétaires.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de l'Union sans passer par le niveau national. C'est d'ailleurs ce type de ressource que prévoyaient les Traités fondateurs pour le financement des actions de l'Union.

Les gouvernements auraient tort d'y voir et d'agiter dans l'opinion publique l'épouvantail d'un impôt européen. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire leurs contributions. Elle pourrait permettre à l'Union de progresser dans la lutte contre le changement climatique, par le biais d'une taxe carbone, ou les dérives financières, par une taxe sur les transactions financières.

Les citoyens ne comprendraient pas que le monde de l'après-crise ressemble en tout point à celui d'avant, avec juste encore moins de croissance et plus de chômage. Un budget européen de soutien fondé sur une nouvelle ressource propre et lié à un projet ambitieux est un acte qui relève de la nécessité économique et sociale comme de l'urgence politique. ■

(*) Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne. Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe, ancien Président de la Commission européenne. Ana de Palacio, ancienne Ministre des affaires étrangères d'Espagne. Philippe de Schoutheete, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE. Isabelle Durant, Vice-présidente du Parlement européen. Paavo Lipponen, ancien Premier ministre finlandais. Mario Monti, ancien Commissaire européen, Président de l'université Bocconi, Milan. Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Ministre des finances de l'Italie, Président de Notre Europe. Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire générale de Notre Europe. Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne. Guy Verhofstadt, Président du groupe ADLE au Parlement européen, ancien premier ministre belge.

www.notre-europe.eu